

TORNATA DEL 6 FEBBRAIO 1854

PRESIDENZA DEL VICE-PRESIDENTE MARCHESE ALFIERI.

SOMMARIO. *Discussione del progetto di legge per la sanzione e promulgazione delle leggi — Contro proposta del senatore Jacquemoud combattuta dai senatori Selopis, relatore, e Maestri — Adozione degli articoli 1 e 2 modificati dall'ufficio centrale — Emendamenti agli articoli 3 a 7 del senatore Jacquemoud oppugnati dal relatore — Reiezione dei medesimi — Approvazione degli articoli 3 al 9 emendati dal ministro di grazia e giustizia, e dell'intero progetto.*

La seduta è aperta alle ore 3 pomeridiane colla lettura del processo verbale della precedente tornata, che è approvato.

DISCUSSIONE E APPROVAZIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER LA SANZIONE E PROMULGAZIONE DELLE LEGGI.

PRESIDENTE. È posto all'ordine del giorno il progetto di legge per la sanzione e promulgazione delle leggi. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 797 e 799.)

Il Senato noterà l'assenza dei ministri del Re, assenza della quale è cagione un lieto avvenimento, il quale non può a meno di produrre una giusta letizia a tutto il Parlamento, ed accrescimento alle speranze della nazione.

Si potrebbe nonostante procedere all'esame di questo progetto di legge quando non nascesse opposizione. Esso è stato rinnovato dall'ufficio centrale, ed accettato dal Ministero, il quale a sua volta vi propose alcune modificazioni più di forma che di sostanza, che parimenti alla lor volta furono dall'ufficio ammesse.

Finora adunque vi è accordo perfetto tra il Ministero e l'ufficio centrale. Se per parte di qualche senatore sorgessero gravi osservazioni ed obiezioni, la discussione di questo progetto dovrebbe essere rimandata ad altra convocazione, acciò potessero i ministri del Re fare in proposito le loro osservazioni.

Io dunque aprirò la discussione su questa legge con questa riserva, che se nascesse qualche opposizione, la discussione della medesima ne sarebbe ritardata fino a domani, acciò in quel caso la presenza desiderabile dei ministri del Re potesse portare quel compimento che fosse necessario alle nostre discussioni.

Intanto è aperta la discussione generale.

Non essendo domandata la parola, darò lettura del progetto per esteso onde far luogo alla discussione particolare. Leggo il tenore del progetto dell'ufficio centrale, perchè esso, come dissi, è stato accettato dal Ministero. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 804.)

JACQUEMOUD. Messieurs, l'exposé du projet ministériel et le rapport du bureau central ont présenté avec tant de science le système général de cette loi, ils l'ont justifié par des considérations tellement convaincantes qu'il serait bien

difficile d'ajouter d'autres motifs à l'appui; mais il y a quelques points de détail sur lesquels je crois utile d'appeler l'attention du Sénat. Si mes observations peuvent être référées à la discussion générale. . .

PRESIDENTE. Nous n'en sommes plus à la discussion générale; elle est déjà fermée.

JACQUEMOUD. Si je suis obligé d'entrer de prime-abord dans la discussion des sept premiers articles du projet de la Commission, c'est que, dans le cas où mes observations seraient accueillies par le Sénat, elles auraient pour résultat d'en modifier quelque peu la rédaction sans toucher néanmoins au système général de la loi, auquel je déclare adhérer.

La forme extérieure des lois n'est pas une œuvre de convention: elle est composée de plusieurs parties très-distinctes, dont chacune a sa raison d'être et doit être appropriée à la forme du gouvernement.

Les jurisconsultes distinguent dans la forme extérieure de la loi: 1° le titre; 2° la date; 3° l'intitulé; 4° le texte de la loi; 5° la formule exécutoire; 6° la sanction, le contre-seing, le sceau; 7° la promulgation; 8° la publication; enfin l'époque où doit commencer l'exécution de la loi.

Le titre, MM., ne fait point partie de la loi: il ne peut servir à son interprétation; cependant il a un but réel d'utilité, soit pour faciliter les recherches, soit pour indiquer quel est son objet à ceux qui lisent la loi sur les carrefours.

Jusqu'au moment où le Statut a été mis en vigueur nos lois ont toujours porté un titre; dès lors la loi a été publiée sans être précédée de son titre: on l'a relégué à la table des actes du Gouvernement. Si nous examinons le bulletin des lois françaises, belges et des diverses nations étrangères, nous voyons que toutes les lois sont précédées d'un titre; et je pense qu'il serait à propos de le rétablir; mais cela n'appartient qu'à la partie réglementaire, et je n'en fais mention que pour mémoire.

Ensuite vient la date, qui est une partie très-essentielle de la loi; puisqu'elle ne doit pas avoir d'effet rétroactif, il importe que l'on sache à partir de quelle époque elle est exécutoire. Il conviendrait, comme on l'a fait déjà depuis le Statut, de placer immédiatement en tête de la loi sa date réelle.

D'après le système général adopté par le Ministère et le bureau central, la loi a pour point de départ le jour de l'insertion dans la *Gazette Piémontaise* de l'avis mentionné dans l'article 5. Je voudrais que la date de cette insertion fût placée immédiatement après le titre de la loi. Quoique le projet du bureau central n'ait point fait mention de la date dans le corps de la loi, elle en est cependant une partie tellement intégrante qu'on ne saurait concevoir une loi sans date. Mais la date qui sera apposée avant la signature du Roi et des ministres indiquera le jour de la sanction. Or, comme il peut s'écouler un intervalle de plusieurs jours entre celui de la sanction et celui de la promulgation et de l'insertion de l'avis dans la gazette si cette dernière date n'était pas énoncée en tête de la loi, on aurait toujours besoin de recourir à la gazette officielle pour fixer l'époque depuis laquelle la loi est devenue obligatoire. En un mot, la loi ne présenterait pas tous les éléments nécessaires pour son application; il faudrait les aller chercher dans un autre recueil que celui des actes officiels.

Je crois que cette disposition peut encore être abandonnée à la partie réglementaire.

Je ne parlerai pas du préambule. Dans les gouvernements absolus les lois sont toujours précédées d'un préambule; car elles ont été préparées dans le silence du cabinet, et le légis-

lateur a besoin de justifier aux yeux du public la légitimité des motifs qui l'ont déterminé. Dans le système constitutionnel un préambule serait non seulement inutile, puisque les lois sont discutées publiquement, mais sa rédaction présenterait souvent autant de difficultés que la loi elle-même; il ne peut donc en être question ici.

L'intitulé des lois et des décrets ou ordonnances est la formule par laquelle elles commencent et qui indique de quelle autorité elles émanent. Depuis les temps les plus reculés tous les législateurs ont mis leurs noms dans l'intitulé de la loi. Pour obtenir l'obéissance il faut que l'auteur de la loi ou du décret se fasse connaître afin que le public sache s'il a l'autorité de commander les actes qui en font l'objet.

Suivant l'article 3 du Statut, la puissance législative s'exerce collectivement par le Roi, par le Sénat et par la Chambre des députés; sans ce concours la loi n'est pas faite.

Le projet de la Commission a fait disparaître, de l'intitulé qu'elle propose, la mention du concours du Roi, contrairement au projet ministériel. J'avoue que je donne la préférence à la rédaction du Ministère parce que je la crois plus logique. Les savantes considérations que le bureau central a invoquées ne m'ont pas convaincu. Sans doute la sanction suppose l'approbation, elle en est une preuve; mais la preuve d'un fait n'est pas le fait même. D'ailleurs le Statut, article 7, établit une grande distinction entre la sanction, qui est un acte du pouvoir exécutif, spécialement réservé au Roi, et le concours du Roi au pouvoir législatif contemplé dans l'article 3: j'en dirai autant de la promulgation. Quant à la proposition des lois, qui fait l'objet de l'article 10, proposition qui appartient au Roi et aux deux Chambres, on ne saurait la confondre avec le concours exigé par l'article 3. Le Statut ne dit point à quelle époque ce concours doit avoir lieu; mais il faut qu'il existe et il convient de l'exprimer dans l'intitulé. J'ajouterai même que les articles 55 et 56 du Statut font supposer que ce concours intervient après l'approbation des Chambres, et qu'il précède immédiatement la sanction. En vain dirait-on que le Roi concourt à la loi par la présence de ses ministres aux Chambres, car ils n'ont aucun vote comme ministres; leur vote est individuel comme sénateurs ou comme députés (art. 66 du Statut).

Je crois avoir démontré que le concours du Roi ne résulte ni de la sanction, ni de la promulgation, ni de la présentation de la loi, ni de la présence de ses ministres à la Chambre. C'est un acte d'adhésion spécial; donc il doit être énoncé dans l'intitulé.

On citera l'exemple de la France et de la Belgique; mais j'observerai que dans la première constitution française le Roi ne concourait au pouvoir législatif que par le moyen de la sanction, et on a continué à se préoccuper de cette première formule. En Belgique le concours du Roi a été exprimé dans l'intitulé de la loi jusqu'en 1845, où l'on a cru devoir adopter une autre formule, qui n'a cependant pas été approuvée sans de sérieuses contestations, dont les motifs me paraissent subsister.

Après l'intitulé vient le texte de la loi, qui est suivi d'une formule exécutoire. Cette formule n'est point indispensable; elle a seulement pour but de donner plus de solennité à la loi. Celle que nous avons adoptée depuis le Statut est: *Notre ministre de . . . est chargé de l'exécution de la présente loi, qui sera enregistrée au contrôle général, publiée et insérée dans le recueil des actes du Gouvernement.* Cette formule n'est pas exacte, parce que l'exécution des lois est confiée également aux tribunaux, aux agents de l'administration et

de la force publique. Dans les formules antérieures au Statut il était dit encore : *Ordonnons qu'à la copie imprimée à notre imprimerie royale soit ajoutée comme à l'original.* Cette disposition a un but éminemment utile. Si la copie d'un acte notarié, délivré par un notaire fait pleine foi, jusqu'à inscription en faux, a plus forte raison doit-il en être ainsi pour le bulletin officiel des lois, dont l'impression est faite sous la surveillance et la responsabilité du garde des sceaux, autrement on pourrait demander devant chaque tribunal que la copie de la loi soit collationnée avec l'original. Ce caractère d'authenticité doit être accordé par une disposition expresse du législateur.

Puisque la sanction résulte de la signature du Roi au bas de la formule, pourquoi n'en ferait-on pas une mention expresse? On pourrait suppléer à cette omission en ajoutant ces mots : *Ordiniamo che la presente, da noi sanzionata, munita del sigillo dello Stato, ecc.* Le ministre proposant doit contresigner la signature du Roi, en exécution de l'article 67 du Statut : le garde des sceaux y appose le sceau de l'État et y joint son visa; c'est une preuve authentique que la signature du Roi a été donnée solennellement et en pleine connaissance de cause.

J'observe que la forme du sceau de l'État doit être déterminée par un décret royal, à l'exemple de ce qui s'est constamment pratiqué : je me bornerai à citer les nombreuses dispositions publiées en France le 21 juin 1791, 15 août 1792, 16 brumaire an v, 6 pluviôse an xiii, etc. On pourrait s'en préoccuper dans un règlement.

La promulgation résulte de l'insertion de la loi aux actes du Gouvernement. Telle est la définition qui en est donnée dans une ordonnance publiée en France le 27 novembre 1816 qui a fait cesser les nombreuses questions élevées par les jurisconsultes relativement à la promulgation et à la publication. Quand une loi est sanctionnée, elle est complète relativement au législateur, mais son existence ne commence à être connue qu'après la promulgation.

Elle ne devient obligatoire que par la publication.

Le bureau central a adopté le système du Ministère quant au mode de publication; je le trouve très-rationnel, c'est pourquoi je m'abstiens d'entrer dans ce sujet.

Ayant essayé de modifier la rédaction de plusieurs articles du projet je demande au Sénat la permission de lui donner lecture de ma proposition, suivant laquelle les sept premiers articles seraient rédigés comme suit :

• Art. 1. La legge sarà formulata, sanzionata, promulgata e pubblicata nel modo seguente :

(Il nome del Re.)

• Noi abbiamo concordemente col Senato e la Camera dei deputati approvato e noi ordiniamo :

(Testo della legge.)

• Ordiniamo che la presente, da Noi sanzionata, munita del sigillo dello Stato, sia promulgata e pubblicata, mandando alle autorità giudiziarie ed amministrative, agli agenti della forza pubblica ed a chiunque spetti di osservarla e farla osservare come legge dello Stato.

• Art. 2. (Conferme a quello dell'ufficio centrale) La legge porterà la firma del Re, controsegnata dal ministro proponente, e sarà munita del visto del guardasigilli che vi apporrà il sigillo dello Stato.

• Art. 3. La promulgazione risulta dall'insertione della legge nella Raccolta degli atti del Governo, con una traduzione francese ad uso dei comuni dove si parla tal lingua.

• Alla Raccolta degli atti del Governo fede sarà prestata come all'originale della legge.

• Art. 4. La legge s'intenderà pubblicata dal giorno in cui la Gazzetta Piemontese avrà dato avviso ufficialmente che un esemplare della Raccolta degli atti del Governo, contenente l'insertione di detta legge, è stato consegnato al guardasigilli dalla Stamperia Reale. Questo avviso dovrà contenere l'indicazione del numero progressivo della Raccolta sotto il quale la legge promulgata sarà stata riferita.

• Art. 5. La legge sarà obbligatoria in terraferma compiuto il quinto giorno dopo quello in cui fu inserito l'avviso prementovato nella Gazzetta Piemontese, e per le isole di Sardegna e di Capraia dopo il decimoquinto giorno, salvo che nella stessa legge promulgata sia altrimenti disposto.

• Art. 6. Quando una legge non sarà stata promulgata e pubblicata prima dell'apertura della Sessione parlamentare immediatamente successiva a quella in cui fu votata, essa dovrà presentarsi di nuovo alla discussione del Parlamento.

• Art. 7. I decreti reali che interessano la generalità dello Stato ed i regolamenti necessari per l'esecuzione delle leggi approvati dal Re saranno inseriti nella Raccolta degli atti del Governo, e dovranno essere osservate a loro riguardo le disposizioni degli articoli 2, 3, 4 e 5.

• I decreti reali che non interessano la generalità dello Stato, firmati e sigillati a tenore dell'articolo 2, saranno osservati dalla data della loro notificazione agli interessati. Essi saranno inseriti per estratto nella Raccolta degli atti del Governo egualmente nel mese dalla loro data.

• Tuttavia saranno dispensati dall'insertione i decreti in di cui pubblicità, senza presentare verun carattere di utilità pubblica, potrebbe ledere interessi particolari o nuocere agli interessi dello Stato.

Je me bornerai pour le moment, afin de suivre l'ordre de la discussion, à résumer les motifs de mon amendement à l'article 1^{er}, en me réservant d'exposer ceux qui concernent les articles 3 et suivants, lorsqu'ils seront soumis à la votation.

J'observerai d'abord sur l'article 1^{er} que cette loi n'a pas seulement pour objet la promulgation. Elle s'occupe de la forme extérieure de la loi, de sa sanction, de sa promulgation et de sa publication; il m'a paru convenable de l'exprimer.

J'ai modifié l'intitulé dans le sens des considérations que j'ai eu l'honneur de vous soumettre.

Dans la formule exécutoire j'ai ajouté les mots *da noi sanzionata* pour ne pas omettre l'énonciation d'une des parties importantes de la loi. Les autres modifications s'expliquent d'elles-mêmes, car l'insertion dans le recueil des actes officiels n'est autre chose que la promulgation, et il convient que la publication soit ordonnée par les mêmes raisons qu'on a cru devoir le faire relativement à la promulgation.

SCLOPIS, relatore. Cercherò di seguire l'oratore nelle varie serie di osservazioni che ha creduto di dover fare sul progetto che l'ufficio centrale rassegnava alle deliberazioni del Senato. Terrò lo stesso ordine che è stato seguito dall'onorevole senatore Jacquemoud.

Egli ha cominciato a parlare dell'uso antico che vi aveva del porre un titolo alle leggi, ed ha creduto che questo titolo fosse utile d'averlo come forma, diremo, accessoria, ma da non ommettersi nelle leggi che di mano in mano si vanno promulgando.

Dice che questo titolo serve a fissare l'idea del concetto della legge e serve anche a rintracciarne il testo negli iudici delle raccolte. Rispondo che il titolo non potendo essere appunto che una parte accessoria, una parte, diremo, semplicemente di studio, non spetta al legislatore il darvi posto

autorevole nella legge. Io so che in una specie di leggi che anticamente si usavano presso di noi c'era come un transunto che si chiamava *Brevetto*, il quale si poneva in piedi delle patenti che si sottoponevano alla firma del Re; ma so pure che era regola inconcussa della nostra legislazione che il brevetto non formava testo autentico, e non era altro che una orma breviloqua di cui il ministro che proponeva la legge al Re si serviva per fargliene conoscere le principali disposizioni. Quindi il titolo non essendo parte necessaria, ma assolutamente parte accessoria, e dovendosi fare più o meno secondo le varie circostanze, mi pare che si debba lasciare alla cura di quelli che compilano i repertori ed all'intelligenza di quelli i quali vogliono valersene per uso di studio privato.

L'onorevole oratore appose all'ufficio centrale di non aver fatto menzione della data, dicendo che siccome la data è parte essenziale della legge, così, secondo il parer suo, essa avrebbe dovuto mettersi in seguito al titolo. Noi abbiamo creduto che indicando nel progetto che vi era un testo di legge, venisse necessariamente compresa anche la data, perchè questa è di somma importanza ed è parte omogenea assolutamente della legge.

Una legge senza data sarebbe una legge ineseguibile; epperò noi abbiamo creduto che la data della legge fosse indicata nel testo, e che non convenisse il disgiungere la data per unirla al titolo, che noi non consideriamo che come parte accessoria. Per conseguenza io credo che prendendo l'indicazione del testo della legge nella sua vera estensione, avremo di necessità la data della legge.

Passò quindi l'onorevole oratore a discorrere dell'intitolazione della legge, e qui ascese a più alte considerazioni. Parlando dell'intitolazione della legge egli credette che il progetto dell'ufficio centrale non esprimesse pienamente lo attributo della sovranità reale in tutta la sua estensione nel concorso d'azione colle due Camere parlamentari.

L'ufficio centrale reputava avere in qualche parte soddisfatto il desiderio manifestato dall'onorevole relatore in quella parte assai lunga di considerazioni che espose nella sua relazione; tuttavia io mi farò a rammentare al Senato come il concorso che è stabilito dall'articolo 3 dello Statuto in questi termini: *Il potere legislativo sarà collettivamente esercitato dal Re e dalle due Camere, il Senato e quella dei deputati*, non si possa intendere nella stessa identica proporzione. Secondo le tradizioni parlamentari del più antico paese in cui sono vigenti gli statuti di Governo costituzionale, in Inghilterra, si ammette la presenza virtuale del Re nel Parlamento. Il Re è rappresentato in Parlamento da' suoi ministri, i quali non hanno voto come ministri, ma quali membri o dell'uno o dell'altro braccio del Parlamento; il Re non è privato dell'esercizio dell'iniziativa che compete ai suoi ministri nella formazione delle leggi; ma il Re non può concorrere nello stesso modo nella formazione delle leggi come gli altri rami del Parlamento; e ciò è per una ragione, a parer mio; concludente, vale a dire perchè se concorresse direttamente, ne verrebbe lesa la libertà della sanzione; conseguentemente l'azione del Re nel suo concorso legislativo deve essere coordinata coll'uso della prerogativa, che si esprime mediante la sanzione.

Quando si dicesse che il Re ha espresso la sua volontà approvando una legge mentre è stato in uno dei rami del Parlamento, sarebbe egli libero di accordare o di recusare la sua sanzione? Mai no; conseguentemente noi dobbiamo intendere questo articolo dello Statuto in quelle debite proporzioni che per la natura della cosa, è circoscritta la questione.

Io non mi estenderò di più in questa materia; spero di averne detto quanto basti, secondo che le forze del mio ingegno mi permettevano, nella relazione, e mi pare che tutto si riassume appunto in questa idea, che il Re concorre nel modo suo proprio, nel modo cioè mediante cui rimanga intatta la prerogativa della sanzione.

Noi pertanto abbiamo creduto che, invece della formola quale veniva proposta dal Ministero, ed a cui mi pare che ora si accosti l'onorevole oratore, fosse meglio di sceglierne un'altra, ed appunto scegliendone un'altra abbiamo levato via l'idea del concorso eguale, effettivo, epperò abbiamo ammesso un atto della ricognizione solenne che il Re fa dell'operato concorde delle due Camere a cui aggiunge la sanzione. L'autorità definitiva di obbligare i sudditi è l'espressione, il formolato esterno della promulgazione.

L'onorevole oratore ci ha fatto avvertiti che il formolato del nostro progetto era monco, inquantochè non parlava che di promulgazione, invece che avrebbe dovuto parlare di sanzione, di pubblicazione, di esecuzione; noi crediamo che si debba distinguere in questa legge la prima parte, nella quale è concepita la promulgazione, dalla seconda, la quale prescrive la forma della pubblicazione, e quindi della osservanza; ma parlando di promulgazione noi abbiamo considerato che entrava di necessità nella formola della promulgazione l'atto anteriore della sanzione, senza cui la promulgazione non avrebbe potuto esistere.

Che cosa abbiamo voluto fare noi? Abbiamo voluto dare la forma esterna, completa, obbligatoria, vincolatrice della legge, la quale sta nella promulgazione; e la promulgazione siccome non può che succedere alla sanzione, era per lo meno un pleonasma l'aggiungere che quella era la forma della sanzione.

Consequentemente abbiamo creduto che l'articolo 1 stesse nei veri legali termini dicendo che la formola della promulgazione era concepita in quella che abbiamo proposta.

Quanto poi alla pubblicazione e quanto all'osservanza, noi crediamo che il progetto ne presenti di regole a ciò relative quanto basti, ed appunto nelle varie precauzioni inserite nel progetto onde assicurare l'osservanza della legge che si viene, io credo, già a rispondere ad un altro desiderio dell'onorevole senatore Jacquemoud, vale a dire che si ristabilisse l'antica formola, colla quale si diceva che « alle copie stampate dalla Stamperia reale si presti la stessa fede come al proprio originale. » È questa una formola la quale poteva avere il suo effetto allorchè non vi era una raccolta di tutti gli atti del Governo, pubblicata da una determinata stamperia anteriormente cognita, fatta sotto la sorveglianza di un ministro responsabile.

Tanto è vero che il signor senatore Jacquemoud, che ha svolte molte delle nostre antiche raccolte di leggi, avrà osservato che alcuna volta accadeva che il Sovrano non trovandosi nella città capitale, mandava prestarsi fede allo stampato in un'altra stamperia, e provava la necessità d'indicare sempre la regola che ci era una stamperia fissa, stabilita, riconosciuta come la prima editrice delle leggi. Ma qui è già supplito: abbiamo la raccolta del Governo, abbiamo il registro di trasmissione al guardasigilli, abbiamo il visto del guardasigilli, ed io credo che di meglio non si può avere, che più chiaro non si possa esprimere.

Quanto alla questione del sigillo, il signor senatore Jacquemoud ha detto che la vorrebbe fatta materia di regolamento; io mi rimetto al regolamento se si vorrà farlo; del resto, siccome il sigillo porta lo stemma dello Stato, e lo stemma non è cambiato ed è riconosciuto che è in uso, non sarebbe il

caso sicuramente d'introdurre nel corpo di questa legge una disposizione relativa solamente al sigillo.

Di poi l'onorevole senatore ha parlato della formola colla quale molte volte si chiude una legge: *il ministro tale è incaricato dell'esecuzione della presente legge.*

Io credo con lui che questa formola sia superflua in una parte, vana nell'altra: superflua se tocca alla responsabilità del ministro, il quale avendo controsegnata la firma reale, assume la speciale responsabilità; responsabilità di cui anche tutto il Consiglio può e deve molte volte essere solidario; credo poi che sarebbe vana se si volesse concentrarla sulla responsabilità del ministro, poichè tutti gli altri magistrati ed uffiziali di qualunque ordine così giudiziario come amministrativo debbono prestar mano all'esecuzione delle leggi.

Io spero di avere, se non risposto in pieno, almeno accennate le principali risposte che mi si paravano dinanzi sulle obiezioni addotte dall'onorevole senatore Jacquemoud; e siccome il progetto che noi abbiamo rassegnato al Senato è stato il frutto di una lunga elucubrazione, è stato messo in contrapposto al primo progetto che ci venne presentato dal ministro e che entrava nelle viste ed anche nei termini stessi proposti dal senatore Jacquemoud; non avendo attualmente motivo a convinzione contraria a quella che ci animava, non potremmo adesso mutare di parere.

(In questo punto entrano nell'aula il ministro di grazia e giustizia ed il presidente del Consiglio dei ministri.)

JACQUEMoud. Les considérations qui ont été si éloquentement présentées par l'honorable sénateur rapporteur ne me paraissent pas détruire les observations que j'ai soumises à l'appui de mon amendement sur l'article 1^{er}.

L'honorable orateur croit qu'il n'est pas utile que la loi ait un titre et qu'on doit s'en rapporter à l'intelligence de chaque individu, ou en abandonner la rédaction à ceux qui font les répertoires. Je crois avoir déjà déclaré que le titre n'est point une partie intégrante de la loi, qu'il ne peut servir à son interprétation, mais je ne saurais admettre qu'il est dépourvu d'utilité. On a cru devoir consacrer en France des dispositions spéciales au titre des lois: j'ai cité l'ordonnance du 19 janvier 1791 et la loi du 5 pluviôse, an v. Ce n'est donc pas une chose aussi inutile, aussi indifférente, puisque des législateurs ont cru devoir s'en occuper.

Quant à la date, mes observations ont eu pour objet d'engager le Gouvernement à examiner s'il ne serait pas utile d'exprimer dans le règlement que la date de l'insertion dans la gazette fût insérée immédiatement après le titre de la loi, afin que ceux qui sont chargés d'appliquer la loi ne fussent pas obligés de recourir à la collection de la gazette, qu'il n'est pas toujours facile de se procurer dans les provinces, d'autant plus que la date de la sanction sera ordinairement différente de celle de l'insertion.

J'arrive à la modification la plus importante. L'honorable orateur reconnaît que l'intitulé est une formule dont l'objet est d'indiquer de quelle autorité la loi émane. Et, en effet, l'intitulé des lois suffit pour retracer les grands évènements d'une nation et faire connaître sa forme de gouvernement. Or, puisque, suivant notre Statut, le pouvoir législatif est exercé collectivement par le Roi, le Sénat et la Chambre des députés, je ne puis me pénétrer de l'intitulé des lois; il doit y figurer au même titre que le Sénat et la Chambre des députés. Je crois qu'on ne peut se dispenser d'en faire mention.

Quant aux autres modifications secondaires que j'ai proposées à cet article, je n'abuserai pas des moments du Sénat en donnant un plus grand développement aux motifs que j'ai eu l'honneur d'exposer.

SCLOPIS, relatore. L'onorevole oratore mi dispensa dall'aggiungere molte parole nella mia replica, poichè egli riassumendo alcuni degli argomenti che aveva addotti prima, accenna a materie regolamentarie, a materie le quali sono dipendenti, ma non connesse col testo della legge di cui noi ci occupiamo. Per conseguenza io abbandonerò ogni questione relativamente al titolo. Il titolo sarà bene che si sappia, ma esso non dovrà essere posto nella legge, perocchè questa non dovrà assumere la responsabilità del titolo.

Quanto alla parte più sostanziale, a quella del concorso del Re nella formazione delle leggi, io mi limiterò ad avvertire che l'articolo 3^o dello Statuto stabilisce bensì che il potere legislativo sarà collettivamente esercitato dal Re e dalle due Camere, il Senato e la Camera dei deputati, ma non dice *nelle stesse forme e nelle stesse proporzioni*: e non poteva dirlo, perocchè non poteva agguagliare la posizione preeminente del Re con quella dei rami del Parlamento; per conseguenza, dicendo *collettivamente*, esige il concorso.

Il concorso noi l'abbiamo indicato, poichè il Re attesta che questa legge fu approvata concordemente dalle due Camere; dopo il Re esce da questa forma di operato, della quale non può sostenere che una parte virtuale, ed entra nella parte sua effettiva, propria, qual è quella della sanzione e della promulgazione.

L'onorevole oratore mi accennava come sarebbe stato utile che si esprimesse il modo col quale si fa la sanzione; ma che cosa è la sanzione? È un atto esplicito di volontà sovrana, atto personale coperto dalla responsabilità ministeriale; ma atto personale e atto tale il quale si compie con uno svolgimento interno di volontà e coll'atto esterno della firma.

Più di questo non si potrebbe mai esigere; per conseguenza quando la legge porta la firma del Re, e questa firma è controsegnata dal ministro col doppio scopo, vale a dire per attestare che realmente questa firma fu apposta dalla mano del Re, e che il ministro assume la responsabilità, di più di questo io non saprei, come diceva, nè ideare, nè esigere. Il Re stesso nella formola della promulgazione riassume il fatto della sanzione, dichiarando che l'ha sanzionata, che vuole che sia eseguita. Onde non ci sarebbe nè opportunità, nè necessità veruna d'introdurre una forma speciale, colla quale si dicesse più di quello che può in natura essere, cioè un atto esterno espresso con una firma.

Le disposizioni che noi abbiamo indicate, essendo tutte coordinate, e formando un complesso, non potremmo di leggieri separarle. Noi non potremmo poi nemmeno accogliere la proposta fatta dal senatore Jacquemoud in questi termini: « La legge sarà formolata, sanzionata, promulgata e pubblicata nel modo seguente. »

Facciamo osservare che la formola della legge e la conseguenza della sanzione è la legge istessa, e viene dopo la promulgazione.

Dunque ci pare che questa prima indicazione non sarebbe perfettamente esatta.

L'articolo 2 proposto dall'onorevole senatore Jacquemoud è conforme a quello dell'ufficio centrale.

L'articolo 3 sarebbe in questi termini:

« La promulgazione risulta dall'inserzione della legge nella raccolta degli Atti del Governo con una traduzione francese ad uso dei comuni ove si parla tal lingua. »

Noi qui andremo forse errati, ma dubitiamo che non sia perfettamente indicato il senso legislativo, vale a dire, che la promulgazione non risulti dall'inserzione della legge.

La promulgazione è un atto, il quale si compie prima dell'inserzione della legge, è l'atto col quale si esterna il testo

della legge ed esiste la promulgazione prima che esista l'inserzione nella raccolta degli atti del Governo; tanto è vero che quando una legge venisse promulgata ma non fosse ancora inserita negli atti del Governo si potrebbero stipulare atti in conformità di quella legge. L'inserzione non è altro che un mezzo di pubblicità, e mezzo di pubblicità riconosciuto e dichiarato unico per determinare il modulo di osservanza della legge.

Non credo che le altre osservazioni favoriteci dal senatore Jacquemoud richiedano che ora per lo meno io venga ad addurvi replica. A misura che si leggeranno gli articoli, e che si entrerà, rispetto a cadun di essi, in una particolareggiata discussione, avrò l'onore di sottoporre le mie osservazioni.

MAESTRI. Domando la parola.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Maestri.

MAESTRI. Io non ho che poche parole ad aggiungere alle dotte osservazioni esposte dall'onorevole relatore intorno alla formola della promulgazione.

La formola proposta dall'ufficio centrale mi sembra la più letterale, e la più fedele allo Statuto, che dare si possa.

Lo Statuto ordina all'articolo 55 che la legge sia approvata dalle due Camere successivamente, epperò nella formola si dice: « Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato, ecc. » L'ufficio usa la stessa parola: *approvato* « Il Senato e la Camera dei deputati hanno concordemente approvato. »

Lo Statuto ordina (articoli 7 e 55) la sanzione del Re, epperò la formola dice: « e noi abbiamo sanzionato. » L'ufficio pone nel dattato del Re le stesse parole: *noi abbiamo sanzionato*.

Lo Statuto prescrive che la legge sia promulgata dal Re, quindi nella formola è detto « Noi promulghiamo; » l'ufficio centrale usa le parole stesse dello Statuto, di modo che non si può dare, come dissi, una formola che sia più fedele, nè più letterale di questa.

La sanzione compie la legge, le dà vita, ma non la rende esecutoria, cioè atta ad essere eseguita, e stà al potere esecutivo di renderla tale, e manifestarla al corpo sociale, ed ordinare che sia eseguita, il che fa per mezzo della promulgazione.

Questa formola richiama l'azione collettiva dei tre poteri, l'approvazione delle due Camere, e il doppio carattere della potestà esercitata dal Re in quest'atto che enuncia ad un tempo la sanzione e la promulgazione.

« Noi abbiamo sanzionato » si rapporta al potere legislativo, in virtù del quale il Re sanziona la legge. « Noi promulghiamo » viene dal potere esecutivo, che dà virtù esecutoria alla legge, e la formola della promulgazione si compie colle parole: « Ordiniamo che la presente legge munita, ecc. »

L'inserzione nella raccolta degli atti del Governo è il modo della pubblicazione onde la legge perviene a notizia dei cittadini, e con ciò diventa *obbligatoria*.

Dal che si vede come promulgazione e pubblicazione abbiano diverso scopo e diverso significato nel linguaggio legislativo (1).

Mi pare che questa formola adempia a tutte le condizioni volute dallo Statuto; e quindi che non vi sia ragione di preferirle quella che è proposta dall'onorevole preopinante, barone Jacquemoud.

La quale riproduce a un dipresso quella che era adottata nel Belgio dopo il 1831, non dissimile da quella che era nel progetto ministeriale. E certamente essa non presterebbe

materie a censura. Ma per le cose già osservate non è dubbio che si conformi assai meglio alla nostra legge fondamentale quella che l'ufficio centrale ha sostituito. Ciò è sì vero, che il Governo belgico nel 1845 l'ha abbandonata per surrogarvene un'altra che si conforma a quella che sostenghiamo come migliore. La formola belgica del 1831 era questa: « *Nous de Commun accord avons décrété, et nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit. . . .* » E la nuova decretata nel 1845 è così concepita: « *Les Chambres ont adopté, et nous sanctionnons ce qui suit:* »

(Testo della legge)

« Promulgons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée pour la voie du *Moniteur*. »

Per tutte queste ragioni è dimostrato, che la formola proposta dall'ufficio e ammessa dai guardasigilli merita di preferenza ad ogni altra i suffragi del Senato.

PRESIDENTE. Il presidente deve riparare ad una mancanza della quale forse non ha tutta la colpa che gli si potrebbe dare, perchè gli emendamenti proposti dall'onorevole senatore Jacquemoud contenendo tutto un sistema, egli ha creduto di lasciare qualche sfogo alla discussione che non aveva avuto luogo sotto il titolo di *discussione generate*.

Ora che la discussione si volge sopra un testo di emendamento più preciso, io debbo domandare al Senato se il primo emendamento proposto dall'onorevole Jacquemoud è appoggiato.

Esso consiste nel formulare così l'articolo primo del progetto:

« La legge sarà formulata, sanzionata, promulgata e pubblicata nel modo seguente:

(Il nome del Re, ecc.)

« Noi abbiamo concordemente col Senato e la Camera dei deputati approvato, e noi ordiniamo:

(Testo della legge)

« Ordiniamo che la presente da noi sanzionata, munita del sigillo dello Stato, sia promulgata e pubblicata, mandando all'autorità giudiziaria e amministrativa, agli agenti della forza pubblica e a chiunque spetti di osservarla e farla osservare come legge dello Stato. »

Domando se è appoggiato.

(Non è appoggiato.)

Non essendo appoggiato, ed avendo io avuto l'onore d'annunziare al Senato che il Ministero aderiva al voto dell'ufficio centrale, non mi resta che a porre ai voti il primo articolo della legge dopo averlo riletto:

« Art. 1. La promulgazione della legge è espressa nella seguente formola:

(Il nome del Re, ecc.)

« Il Senato e la Camera dei deputati hanno concordemente approvato, noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

(Testo della legge)

« Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta degli atti del Governo, mandando ai magistrati e tribunali, alle autorità amministrative, ed a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato. »

(È approvato.)

« Art. 2. La legge porterà la firma del Re, controsegna dal ministro proponente, e sarà munita del visto del guardasigilli che vi apporrà il sigillo dello Stato. »

L'articolo che l'onorevole senatore Jacquemoud propone essendo lo stesso, se non vi è opposizione, lo io porrò ai voti.

(1) V. MERLIN, *loc. cit.* Toullier, *Droit civil fr. - Dictionnaire politique.*

Chi lo approva, si levi.

(È approvato.)

« Art. 3. Le leggi sono esecutorie in virtù della promulgazione che ne è fatta dal Re prima dell'apertura della sessione parlamentare immediatamente successiva a quella in cui furono votate, salvo che nella legge medesima sia stabilito un altro termine di promulgazione. »

Maintenez-vous votre amendement ?

JACQUEMOUD. Je maintiens mon amendement à l'article 3 et à ceux qui le suivent, en observant que, puisque ma proposition comprend plusieurs articles, je serai obligé d'indiquer, mais le plus sommairement possible, les motifs qui m'ont déterminé.

L'honorable rapporteur sait mieux que moi toutes les discussions élevées par les juriscultes, pour savoir ce qu'on doit entendre par la promulgation, si elle se confond avec la publication, ou si ce sont deux choses distinctes. Ces discussions ont continué en France jusqu'à l'ordonnance du 27 novembre 1816, qui a été faite uniquement pour définir la promulgation. Elle déclare que la promulgation des lois résulte de leur insertion dans le bulletin officiel, d'où il suit qu'elle est distincte de la publication. J'ai cru utile d'admettre cette définition, afin de ne pas donner une nouvelle carrière aux discussions du barreau: j'ai pensé également qu'il convenait d'exprimer formellement le caractère d'authenticité que la loi doit reconnaître aux lois insérées dans les actes du Gouvernement.

Le projet du bureau central contient dans l'article 3, comme par accessoire, une disposition très-grave, qui mérite d'occuper un article spécial. J'admet que la loi puisse fixer une époque plus ou moins éloignée pour son exécution, mais je ne saurais y souscrire quant à la promulgation. Je ne crois pas qu'on puisse citer aucun exemple d'une disposition de ce genre, dont on peut aisément prévoir les inconvénients sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans de plus grands détails à cet égard. La rédaction de l'art. 4 de la Commission semble laisser quelque incertitude sur le point de départ du cinquième jour. Comptera-t-il depuis l'heure de l'émission de la *Gazette officielle*, ou depuis minuit, qui est le commencement du jour suivant? Les annales de la jurisprudence attestent les nombreuses difficultés qui se sont élevées à ce sujet; j'ai pensé qu'il importait de s'expliquer clairement.

Si l'affiche dans les communes ne tient pas à la légalité de la publication, ne serait-il pas mieux de renvoyer cette disposition à la partie réglementaire? Je ferai la même observation relativement à la première partie de l'article 5.

L'article 6 ne dit rien sur la forme des décrets, tel que le contre-seing, le sceau, ni sur la traduction du texte italien en langue française. Il semble donner pouvoir aux ministres de faire des règlements obligatoires pour l'exécution des lois, tandis que je crois qu'ils n'auraient aucune valeur s'ils ne sont munis de l'approbation royale.

C'est dans le but d'éviter ces lacunes que j'ai essayé de préparer une autre rédaction à ces articles. Il s'agira, pour le moment, de soumettre à la votation mon amendement, portant l'indication de l'article 3.

PRESIDENTE. Darò nuovamente lettura degli emendamenti proposti dall'onorevole senatore Jacquemoud, osservando che propriamente l'articolo 3° da lui proposto è piuttosto un'aggiunta che egli fa, non ravvisando che sia sufficientemente definita la promulgazione dall'articolo 1°.

Ecco gli emendamenti (*Vedi sopra*).

Domando se sono appoggiati.

(Sono appoggiati.)

SCLOPIS, relatore. Mi farò nuovamente a rispondere alle osservazioni ed alle proposte dell'onorevole signor senatore Jacquemoud, e siccome queste risalgono agli stessi principii, tollererà il Senato che io ripeta in parte quello che ho già detto.

Il signor senatore Jacquemoud vorrebbe che si dicesse, che la promulgazione della legge risulta dall'inserzione nella raccolta degli Atti del Governo; e cita all'appoggio della dottrina che egli segue un'ordinanza reale di Francia del 1816, in cui appunto è detto come egli propone attualmente di esprimere.

Io non entrerò nelle ragioni che hanno dettato quell'ordinanza reale; ma invocherò, a sostegno dell'opinione che difendo, l'autorità d'un nome giustamente celebre in tutta la magistratura francese, del signor Merlin. Questo lavoro che va per le mani di tutti, all'articolo *Lois*, precisamente dove parla della promulgazione, fa risultare come sino al progetto dell'Assemblea costituente si sia sempre confuso la promulgazione e la pubblicazione.

Noi abbiamo procurato che questa difficoltà, quest'ambiguità scomparisse. Pare a noi che l'inserzione nella raccolta degli Atti del Governo non sia che l'iniziativa della pubblicazione, e per conseguenza non possiamo consentire a che si dica, che la promulgazione, che a nostro avviso risiede nella formola di mandato e di espressione di volontà sovrana, si confonda coll'inserzione nella raccolta degli Atti del Governo.

Quanto poi all'altra parte, quella che tocca all'epoca della promulgazione, io dirò che già nella relazione si avvertì che qui non si faceva una questione di diritto, che qui non si poneva che un risultato di convenienza, onde noi crediamo che non essendo che un risultato di convenienza famulativa all'idea principale della promulgazione, consentanea coll'idea dell'elaborazione parlamentare, questa disposizione non debba far corpo da sé, ma debba connettersi coll'emanazione primitiva della legge.

Può accadere in certe circostanze che una legge votata in Parlamento, che una legge sanzionata dal Re debba avere un termine di promulgazione più esteso che non quello che noi abbiamo suggerito in quest'articolo; in tali circostanze, le quali sono assai gravi, noi abbiamo voluto che fosse conservata la pienezza d'azione al potere esecutivo, pienezza di azione tanto più autorevole, in quanto che già avrebbe il consenso anticipato del potere legislativo. Noi abbiamo creduto di non determinare altro che una regola di ciò che già succede, poichè, lo ripeto, rari sono i casi in cui occorra di promulgare una legge dopo il termine che abbiamo indicato, e questi casi appunto essendo rari debbono essere importanti, come tali essere preveduti ed autorizzati dal Parlamento.

Il signor senatore Jacquemoud esprime dei dubbii sulla computazione dei giorni. È vero che non si è potuto raggiungere il desideratissimo scopo della maggior precisione. Ma questo lavoro che venne imposto a noi lo fu eziandio alla sezione del Consiglio di Stato di Francia che elaborò il Codice Napoleone; essa cominciò per fermarsi sull'idea della computazione delle ore, e poi dopo aver fatte molte prove, le quali non erano riuscite ad un risultato definitivo, dovette abbandonarla, perchè quando appunto si tratta di legge, quando si tratta di mezzi d'esecuzione, i quali non possono cadere sotto la valutazione d'un cronometro, bisogna allora lasciare che ci sia uno spazio sufficiente nella sua larghezza; perchè anche quando ci fosse stato un po' di dubbietà nel tempo anteriore, possa essere compensata col tempo posteriore; ed è per questo che noi abbiamo preso la computazione dei giorni civili.

Il giorno civile comincia a mezzanotte e termina a mezzanotte. Noi abbiamo creduto che allargando anche il tempo proposto nel primo progetto, che non era che di 3 giorni, e portandolo a cinque, e mantenendolo anche più esteso, rispetto alle isole, si desse un sufficientissimo spazio a tutti per poter conoscere la legge.

Anche noi abbiamo lamentato di non poter raggiungere, come diceva, quella precisione, ma ci siamo consolati quando abbiamo pensato che uomini di tanto peso quanto erano quelli che lavoravano nel Codice civile francese, non poterono neppure essi conseguire l'intento a cui ora aspira l'onorevole senatore Jacquemoud.

Da ultimo il signor senatore vorrebbe che si rimandasse al regolamento la parte che tocca all'affissione delle leggi in pubblico.

Noi attribuiamo una grandissima importanza a questa affissione in pubblico, importanza, non diremo legislativa, non diremo in punto di diritto, ma di convenienza, per l'uso che è invalso nel nostro popolo. Non abbiamo rifuggito dall'idea che ci fosse una doppia cognizione della legge, la prima autorevole, esclusivamente autorevole, quella da cui parte il punto d'osservanza della legge, l'inserzione negli atti del Governo, l'indicazione successiva nella *Gazzetta Piemontese*; poi abbiamo creduto bene di formulare in legge ciò che il Ministero si riservava di fare per atto spontaneo.

Si è creduto che questa doppia affissione potesse servire a diffondere, a vulgarizzare la cognizione delle leggi, e quindi si è voluto che per quanto era possibile nessuno dei cittadini dello Stato potesse pretendere ignoranza di un fatto legislativo.

Ma siccome non si potevano far camminare di pari passo queste due pubblicazioni, abbiamo attribuito a quella che è determinata sotto l'autorità del Governo, l'inserzione nella raccolta delle leggi, il punto di partenza dell'osservanza rigorosa civile, ed abbiamo lasciato l'altra obbligatoria quanto al Governo, facoltativa quanto al popolo, che conserverà l'uso di maggiormente rispettare quelle leggi di cui avrà preso piena cognizione, secondo l'usanza italiana, perchè dappertutto nella penisola così si pubblicano le leggi.

PRESIDENTE. Metterò ai voti l'emendamento proposto dall'onorevole senatore Jacquemoud (*Vedi sopra*).

Chi lo approva voglia levarsi.

(Non è approvato.)

Cade con esso, mi pare, l'emendamento da lui proposto all'articolo 4.

Tuttavia domanderò all'onorevole senatore Jacquemoud se insiste.

JACQUEMOUD. Puisque l'article 3 que je proposais est lié à ceux qui le suivent, et qu'il a été rejeté, je n'abuserai pas plus longtemps des moments du Sénat, en insistant pour leur adoption. En conséquence, je consens à les retirer.

PRESIDENTE. Metto ai voti l'articolo 3 del progetto dell'ufficio centrale cui aderisce, come dissi, il Ministero.

Chi lo approva si alzi.

(È approvato.)

SCLOPIS, relatore. Prima che si passi alla lettura dell'articolo 4, dirò per parte dell'ufficio centrale che esso adotta all'unanimità le modificazioni proposte dal guardasigilli, tanto su quest'articolo, quanto sugli articoli successivi, modificazioni le quali hanno per oggetto di chiarire maggiormente il senso della legge, e di togliere certe ambiguità, che ancora avrebbero potuto esservi dopo il progetto elaborato dall'ufficio centrale; e per conseguenza pregherei a nome dell'ufficio centrale il signor presidente di voler dare lettura degli arti-

coli emendati dal signor guardasigilli, come proposti dallo stesso ufficio centrale.

PRESIDENTE. L'articolo 4 emendato, come è stato dichiarato dall'onorevole relatore dell'ufficio centrale, rimarrebbe così compilato:

« Art. 4. Le leggi promulgate saranno immediatamente inserite nella raccolta degli atti del Governo. Esse saranno senz'altro osservate in tutti gli Stati di terraferma il quinto giorno, e nelle isole di Sardegna e di Capraia il decimoquinto giorno dopo la detta inserzione, salvo che nella stessa legge promulgata sia altrimenti disposto.

« La raccolta degli atti del Governo conterrà pure in distinta serie la traduzione in lingua francese di ogni legge ad uso dei comuni in cui parlasi tal lingua, firmata essa traduzione dal ministro proponente col visto del guardasigilli.

« La inserzione della detta traduzione sarà contemporanea a quella del testo.

« Il Governo provvederà tuttavia acciò si continui ad affiggere pubblicamente in tutti i capituoghi di comune un esemplare della legge. Nei comuni ove si parla la lingua francese sarà anche affisso un esemplare della detta traduzione. »

Come vede il Senato, l'emendamento consiste in trasportare quanto riguarda la traduzione inserita nel primo paragrafo in un paragrafo distinto; aggiungere che l'inserzione della traduzione sarà contemporanea a quella del testo; specificare finalmente che la pubblicazione della traduzione è obbligatoria per i comuni dove si parla la lingua francese.

Se non si fanno obiezioni su quest'articolo, lo porrò ai voti.

(È approvato.)

L'articolo 5 rimane tal quale era nel progetto dell'ufficio centrale, il quale per pochissimo differisce dall'articolo originale proposto dal Ministero.

« Art. 5. La stamperia reale consegnerà un esemplare d'ogni foglio della raccolta degli atti del Governo, contenente la inserzione d'una legge, al guardasigilli, il quale farà constare del ricevimento di tale esemplare in apposito registro.

« La detta inserzione per l'effetto contemplato dall'articolo precedente prenderà data dal giorno in cui la *Gazzetta Piemontese*, per cura del guardasigilli, ne darà ufficialmente avviso, coll'indicazione del numero progressivo della raccolta, nella quale la legge promulgata sarà stata inserita. »

(È approvato.)

« Art. 6. Le disposizioni degli articoli 2, 4, 5 della presente legge sono anche applicabili ai decreti e regolamenti emanati dal Re, necessari per l'esecuzione delle leggi e che interessano la generalità dello Stato. »

(È approvato.)

« Art. 7. I decreti reali che non interessano la generalità dello Stato saranno inseriti per estratto nella raccolta degli atti del Governo, eccettuati tuttavia quelli la cui pubblicità, senza presentare verun carattere di utilità pubblica, potesse ledere interessi particolari, o nuocere agli interessi dello Stato. »

(È approvato.)

« Art. 8. Gli originali delle leggi, non che dei decreti reali contemplati dall'articolo 6 della presente legge saranno a diligenza del guardasigilli consegnati agli archivi generali del regno unitamente alla traduzione francese. »

(È approvato.)

« Art. 9. Gli articoli 5, 6, 8 e 9 del Codice civile sono abrogati. »

(È approvato.)

Prima di passare all'appello nominale avvertirò il Senato che, essendo l'ora avanzata, non si potrebbe più quest'oggi mettere in discussione la seconda legge già posta all'ordine del giorno, quella cioè relativa alle cauzioni da prestarsi nell'interesse pubblico e delle finanze, e che perciò è rimandata a domani alle ore due precise.

Si passa allo scrutinio segreto.

Risultamento della votazione:

| | |
|-----------------------|----|
| Votanti | 57 |
| Voti favorevoli | 56 |
| Voti contrari | 1 |

(Il Senato adotta.)

La seduta è levata alle ore 4 3/4.